Zeitschrift: Domaine public

Herausgeber: Domaine public

Band: - (2018)

Heft: 2227

Artikel: Crises économiques et néolibéralisme. Partie 1, L'austérité n'engendre pas la confiance : est-ce vraiment si compliqué de lutter contre les crises? [à suivre]

Autor: Ghelfi, Jean-Pierre

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1023331

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 12.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

On peut trouver l'intégralité des témoignages sur le site de l'Association pour l'étude de l'histoire du mouvement ouvrier.

Crises économiques et néolibéralisme (1 / 3): l'austérité n'engendre pas la confiance

Est-ce vraiment si compliqué de lutter contre les crises?

Jean-Pierre Ghelfi - 23 novembre 2018 - URL: https://www.domainepublic.ch/articles/34038

Dans un petit livre, *Pourquoi les crises reviennent toujours*, Paul Krugman raconte une jolie histoire, qui illustre le fonctionnement complexe de l'économie. *«Ne froncez pas les sourcils, écrit-il, c'est très sérieux.»*

Il s'agit d'une coopérative d'un genre particulier. Elle réunit quelque cent cinquante couples qui ont décidé de prendre en charge eux-mêmes la garde de leurs enfants. Pour s'assurer que chaque couple assure sa part de garde, chacun des coopérateurs se voit remettre des bons. Sans entrer dans les détails, le système prévoit qu'un couple reçoit des bons lorsqu'il assure une garde et en donne dans la situation inverse. Ce système d'échanges de bons a commencé par répondre aux besoins des coopérateurs.

A l'usage, une difficulté est progressivement apparue. Des couples qui n'avaient pas d'engagement particulier utilisaient leur temps libre pour assurer des gardes successives. Ils constituaient ainsi des réserves de bons qu'ils se proposaient d'utiliser à d'autres occasions. Ce faisant, ces couples ont contribué à réduire le nombre de bons en circulation nécessaire au bon fonctionnement de la coopérative.

Comment remédier à cette situation? Certains responsables de la coopérative considéraient qu'il s'agissait d'un problème structurel qui pouvait être résolu par exemple en imposant à chaque coopérateur de sortir au moins deux fois par mois — avec les contrôles que cette option supposait. D'autres ont proposé de mettre davantage de bons en circulation. Ce point de vue a prévalu. L'effet fut magique, note Krugman. Avec davantage de bons à disposition, les couples ont cessé de craindre d'en manquer… et ils ont (re)commencé à sortir plus fréquemment.

Assainir le désordre monétaire

La leçon que Krugman tire de cette histoire? La coopérative n'a pas eu besoin d'enclencher un quelconque processus de réforme radicale, ni que les couples assurent mieux la garde des enfants: *«Cela tenait uniquement à l'assainissement du désordre monétaire.»* Autrement dit, le fonctionnement de la coopérative, menacé par une récession, s'est rétabli grâce à une augmentation du volume de la monnaie en circulation.

Ce récit représente un modèle très simplifié du fonctionnement réel des économies. Il n'en permet pas moins de mettre le doigt sur la plus sérieuse des controverses qui opposent depuis bientôt un siècle les économistes comme les partis politiques: l'interventionnisme keynésien est-il ou non préférable au laisser-faire (néo)libéral?

Cette question mérite d'être discutée, non seulement dans l'hypothèse d'une nouvelle crise qui pourrait se produire au cours des prochaines années, mais aussi pour examiner rétrospectivement comment celle de 2007-2008 a été gérée. En particulier, les banques centrales ont-elles eu raison d'injecter massivement de l'argent dans le circuit

économique et pourraient-elles, le cas échéant, renouveler de telles opérations? (Ces questions qui feront l'objet d'un prochain article.)

La vision keynésienne, nourrie de l'étude de l'enchaînement des événements lors de la crise des années 1930, préconise deux mesures pour éviter qu'une récession tombe de mal en pis. D'une part augmenter la quantité de monnaie en circulation, d'autre part adopter des budgets publics déficitaires. Avec pour objectif de maintenir la demande des ménages et des entreprises, et éviter ainsi un effondrement de l'offre.

Une idée dangereuse

Dès 1930, alors que l'économie entrait en récession et n'était pas (encore) en situation de crise, Keynes avait plaidé pour une augmentation massive de la monnaie en circulation. Il ne fut entendu par personne, car la doctrine dominante de l'époque était celle du libéralisme. Il faut laisser faire. Il ne faut surtout pas que l'Etat intervienne. Le problème se résorbera de lui-même. La lutte contre la récession passe donc par l'austérité.

Mark Blyth, dans *Austerity: the history of a dangerous idea*, écrit (traduction personnelle): *«L'austérité est une forme de déflation volontaire au cours de laquelle l'économie s'ajuste au travers de la réduction des salaires, des prix et des dépenses publiques, afin de restaurer la compétitivité, qui est la mieux obtenue (prétendument) en réduisant les budgets publics, les dettes et les déficits. Cette manière de faire, disent ses partisans, rétablit la "confiance" puisque le gouvernement renonce à des investissements financés par des emprunts qui auraient siphonné tout les capitaux disponibles. Cette attitude permet aussi d'éviter d'accroître une dette publique déjà "trop" importante.»*

Feu les Trente glorieuses

Comme on le sait, les thèses de Keynes se sont imposées, malheureusement après la crise. Les années d'après-guerre ont été keynésiennes. Les gouvernements sont devenus un tant soit peu interventionnistes. Ils ont présenté des budgets déficitaires lorsque la conjoncture le nécessitait. Keynes n'en est évidemment pas seul responsable, mais ce furent les *«Trente glorieuses»* (1945-1975).

Et puis progressivement, avec l'amélioration du niveau de vie de la population et aussi avec l'oubli progressif des maux que la crise et la guerre avaient engendrés, le libéralisme, toujours soutenu par les dirigeants des grandes entreprises et de la finance, est redevenu l'idéologie dominante, sous le terme de néolibéralisme — lequel n'a en fait rien de nouveau.

On relève depuis plusieurs années l'incroyable accroissement des inégalités. Il n'en fut pas ainsi au cours des trois décennies de l'après-guerre qui ont vu les richesses créées mieux ou moins mal réparties entre les diverses catégories de la population.

Le retour du (néo)libéralisme, qui n'a pas pour vocation la promotion du vivre ensemble, ni celle de la communauté ou de la solidarité, a inversé cette évolution en réservant toujours plus la création de richesses aux classes les plus favorisées.

Aurions-nous besoin d'un nouveau Keynes?

Il est curieux, sinon désespérant, d'observer qu'à l'occasion de la crise financière de 2007-2008, considérée comme la plus grave depuis celle des années 30, on n'ait pas vu émerger un nouveau Keynes qui aurait présenté une autre lecture de ces dix dernières années, et proposé des alternatives aux règles du néolibéralisme redevenu dominant (*«mainstream»*).

A moins, au fond, qu'il n'y ait pas vraiment besoin d'un nouveau Keynes. Son enseignement, pour l'essentiel, reste d'actualité. Le bon fonctionnement de la coopérative de *baby-sitting* soulève toujours les mêmes questions. Le problème n'est donc pas tant de disposer d'une nouvelle théorie que de parvenir à montrer l'inadéquation crasse du néolibéralisme et les injustices profondes qu'il engendre.

(A suivre)